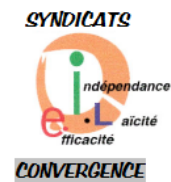




Françoise Roche  
Thierry Druais  
Co-secrétaires généraux

5, rue Clisson 75013 PARIS / T 0684572075 / T 0153940753  
FR41@orange.fr / gc.roche@orange.fr  
[www.snca-nat.fr](http://www.snca-nat.fr)



## COMMUNIQUE

La rentrée s'est, paraît-il, bien passée. Rien, pourtant, de ce qui ruine le système éducatif n'est réglé. De renoncements en renoncements, les mêmes difficultés subsistent et s'aggravent d'années en années.

- Le médiocre salaire des enseignants n'attire plus les meilleurs étudiants, peu prêts à affronter un métier ingrat voire mortifère.
- La pauvreté du recrutement contraint les académies à faire appel à des remplaçants sous-formés, peu diplômés, pour lesquels on ne prend pas toujours le temps de s'assurer de leur compatibilité avec la République : un contractuel djihadiste de Bordeaux a été recruté à Dijon !
- L'incapacité du système à se faire respecter et à faire respecter ses personnels dépasse aujourd'hui le seuil du tolérable. C'est un enfer quotidien que les enseignants dans de trop nombreux établissements, ou la (petite) délinquance règne en maître.
- L'absentéisme, dans ce cadre, est souvent une chance pour le professeur qui peut travailler tant que le fauteur de trouble n'est pas là. Comment le combattrait-on alors qu'il sert de régulateur à la gestion des flux ? Ce qui n'empêche pas de rémunérer les parents de ces élèves absents ou délinquants (allocations, prime de rentrée).
- Nous vivons sous le régime de l'hypocrisie : nous devons scolariser dans l'Ecole commune tous les élèves. Mais les structures d'accueil spécifiques ont toutes disparu : CPA, CPPN, 4AS, 3 I... Nous devons scolariser des handicapés mentaux sans moyen d'accompagnement, avec le danger que cela représente pour les autres élèves et les enseignants. La disparition des structures adaptées a eu pour effet de reverser vers le LP les élèves les plus difficiles, ce qui va détruire le LP, évidemment.

Monsieur le Ministre, il est temps de corriger ces errements : l'Ecole de la République exige une considération de ses personnels, et un respect strict des droits et devoirs.